

Une journaliste burundaise poursuivie pour "atteinte à la sûreté de l'Etat"

@rib News, 19/04/2024 – Source AFP Une journaliste burundaise, détenue depuis cinq jours par les services de renseignement, a été inculpée pour "atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat", des poursuites passibles de la prison perpétuelle, ont affirmé vendredi l'AFP des sources judiciaires et sa famille. Sandra Muhoza, 42 ans, est journaliste pour La Nova Burundi, média en ligne réputé plutôt proche du pouvoir. Elle a été arrêtée samedi 13 avril et conduite le lendemain dans les locaux du Service national du renseignement (SNR) à Bujumbura, la capitale économique de ce pays d'Afrique de la région des Grands lacs.

Mme Muhoza avait répondu à l'invitation d'un riche homme d'affaires et membre influent du parti au pouvoir, le CNDD-FDD. Elle a été inculpée jeudi et transférée à la prison Mpimba à Bujumbura, a indiqué l'AFP une source judiciaire couvert d'anonymat. "L'instruction se poursuit mais le parquet a annoncé qu'elle est poursuivie pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat et pour aversion ethnique", a poursuivi la même source. Ces informations ont été confirmées à l'AFP par sa défense et des proches, qui ont accusé les services secrets burundais de lui avoir infligé des "sévices corporels lors de ses interrogatoires" et affirmé que la journaliste a été interrogée les yeux bandés et menottée dans le dos pendant des heures. Une dénonciation Selon des proches, Sandra Muhoza a été arrêtée à la suite d'une dénonciation pour des propos tenus dans une conversation Whatsapp de journalistes dans un débat sur une présumée distribution de machettes aux Imbonerakure, membres de la ligue des jeunes du parti CNDD-FDD. Interrogées par les médias, les autorités n'ont pas donné suite. Ce n'est pas la première fois que des journalistes sont ciblés au Burundi. En mai 2023, la journaliste Floriane Irangabiye avait été condamnée à 10 ans de prison pour "avoir porté atteinte à l'intégrité du national". "Les journalistes burundais vivent dans la crainte d'être menacés, agressés ou arrêtés", selon l'ONG Repro sans frontières, qui avait classé en 2023 le pays au 114e rang sur 180 en matière de liberté de la presse.

Le président Evariste Ndayishimiye, qui a succédé à Pierre Nkurunziza après la mort de ce dernier en 2020, a été salué par la communauté internationale pour avoir progressivement mis fin à des années d'isolement du Burundi. Mais il n'a pas réussi à améliorer un piètre bilan en matière de droits humains. Et le Burundi, pays enclavé dans la région des Grands Lacs, est le plus pauvre au monde en terme de PIB par habitant, selon la Banque mondiale, avec 75% de ses 12 millions d'habitants vivant sous le seuil international de pauvreté.